

EN EUROPE

L'École catholique pendant la crise

Alors que près de la moitié des pays européens ont commencé à rouvrir leurs établissements scolaires fermés depuis la mi-mars, le CEEC (Comité européen pour l'enseignement catholique) dresse un premier bilan de cette expérience inédite.

Propos recueillis par Laurence Estival



Vous avez envoyé un questionnaire aux vingt-sept pays membres du CEEC (Comité européen pour l'enseignement catholique) afin de dresser un premier bilan de l'impact de la crise sanitaire sur les établissements catholiques. Pourquoi cette démarche ?

Guy Selderslagh : Quelques jours après la fermeture des établissements, nous avons interrogé les responsables nationaux de l'enseignement catholique dans les vingt-sept pays européens réunis au sein du CEEC pour qu'ils nous décrivent leur situation. Trois mois plus tard, nous souhaitons comprendre ce qui s'était passé pendant le confinement, partager et échanger sur l'impact de la crise sur les établissements et la pédagogie, mutualiser les bonnes pratiques et réfléchir aux défis à l'aune de cette période. Nous souhaitons aussi repérer les pays qui ont des difficultés particulières afin de voir comment les aider. Nous avons donc adressé fin mai un questionnaire à nos membres et reçu une semaine plus tard vingt-deux réponses. Ce qui, compte tenu des délais, est un bon score.

Et que dit cette enquête ?

G. S. : Elle montre tout d'abord que dans presque tous les pays, les établissements ont fermé entre le 5 mars et le 23 mai. La réouverture

des classes se fait aussi en ordre dispersé : onze pays dont les Pays-Bas, la France, la Belgique, l'Allemagne ou la Suisse ont déjà repris partiellement les cours. Onze autres, parmi lesquels se trouvent l'Italie, l'Espagne, la Roumanie et le Royaume-Uni, devraient attendre la rentrée. Mais au-delà, ceux qui ont ouvert les classes ne l'ont pas fait au même rythme et n'ont pas ciblé les mêmes élèves prioritaires : la Slovaquie et le Portugal ont privilégié les dernières années de cycle ; la Suisse, les élèves âgés de 4 à 15 ans ; la France, d'abord les plus jeunes... Début juin, 100% des élèves en Lituanie avaient repris le chemin de l'école, 90% en Grèce, 70% en Slovaquie ou en Suisse, mais 25% en France et 25% au Danemark. On s'aperçoit que dans les pays où la reprise est lente, les familles les plus vulnérables sont celles qui craignent le plus de remettre leurs enfants à l'école...

Comment expliquer cette attitude ?

G. S. : La crise a touché les plus fragiles. Cette peur est toujours présente et cela nous préoccupe. Au point de nous demander s'il ne faudrait pas une initiative commune pour rappeler l'obligation de scolarisation. Nous sommes également frappés par les résultats de cette enquête, qui indiquent que la fracture numérique



Guy Selderslagh, secrétaire général du Comité européen pour l'enseignement catholique.

semble avoir été toute relative, avec des taux de contacts numériques avec les élèves compris entre 75% et 100% dans une majorité de pays. Mais nous savons aussi que le fait d'être connecté parfois ne suffit pas. Les enseignants demandent partout plus de formation. Des pays s'inquiètent aussi des conséquences de la crise économique sur les inscriptions à la rentrée. Les craintes sont fortes notamment dans les pays où, comme en Italie, l'enseignement catholique ne bénéficie pas d'un soutien des pouvoirs publics. Nous devons rester vigilants. Le CEEC appuie un texte proposé par la plateforme ECNAIS qui rassemble plusieurs fédérations d'établissements privés du continent. Elle va publier un document demandant aux pouvoirs publics de ne pas abandonner l'École indépendante.

Chez nos voisins belges

Une enquête, menée par l'enseignement catholique de Belgique francophone et germanophone, révèle une photographie en demi-teinte de la période de confinement. Si le contact a été perdu avec un jeune sur cinq, un bond en avant a été réalisé dans les usages pédagogiques du numérique. Laurence Estival



Le 18 mai dernier, la reprise a sonné pour les élèves de dernière année de primaire et de secondaire de Belgique francophone. L'heure de retrouver une partie de leurs camarades pour les 120 000 jeunes concernés – public et privé confondus –, par groupe de dix au maximum par classe, et masqués tout comme leurs enseignants.

Une semaine plus tard, les deux premières années de primaire et la deuxième année de secondaire, ainsi que les élèves les plus en difficulté, ont rejoint à leur tour les salles de classe. Alors que les pédiatres s'inquiétaient de l'impossibilité, au vu des règles sanitaires, de permettre à chaque élève de retourner dans son établissement avant les vacances et donc de limiter l'impact négatif du confinement, notamment pour les plus jeunes, la reprise des maternelles à partir du 2 juin, puis de l'ensemble des primaires le 8 juin, a été annoncée.

Parallèlement, la notion de « groupe classe » permettant aux élèves du primaire de regagner de la liberté dans la classe mais aussi dans la cour pour les jeux, à l'intérieur d'une « bulle de contact », a remplacé rapidement les normes de distanciation physique établies dans la première phase de déconfinement. Début juin, seuls les élèves du secondaire (en dehors de l'année terminale) étaient invités à continuer à se former à la maison. S'il est encore trop tôt pour dresser le bilan de ce qui a été

réalisé pendant cette période hors du commun, le SeGec (Secrétariat général de l'enseignement catholique en communautés française et germanophone de Belgique) a d'ores et déjà mené une enquête auprès de ses établissements pour mieux comprendre comment les équipes ont organisé la continuité pédagogique et les principaux obstacles qu'ils ont rencontrés. Première surprise : seuls 51 % des établissements ont répondu à l'enquête, ce qui n'a pas été sans susciter des questionnements



En Belgique, la crise sanitaire a eu pour effet une accélération des innovations pédagogiques.

alors que l'enseignement catholique scolarise 40 % des élèves du primaire et 60 % du secondaire.

Les résultats toutefois représentatifs de la diversité des établissements valident le saut en avant réalisé pendant cette période qui a vu une accélération des innovations pédagogiques, alors que dans 25 % des cas le numérique n'était pas ou très faiblement utilisé.

92 % des sondés affirment s'y être frottés, via l'usage des mails, des ENT (Espaces numériques de travail) et des réseaux sociaux. 60 % d'entre eux déclarent que ces activités ont été coordonnées de manière globale au sein des établissements.

Les équipes soulignent cependant l'insuffisance des équipements des familles mais aussi des établissements. 26 % des sondés ont d'ailleurs reconnu avoir eu recours aux envois postaux et aux retraits de documents à l'école. Le manque de formation

des enseignants tout comme des élèves, plus agiles sur les réseaux sociaux que dans le maniement du traitement de texte ou de la messagerie, a été lui aussi un frein. De même, les moyens humains et financiers n'ont pas été uniformément à la hauteur pour permettre de bonnes conditions d'apprentissage et un suivi régulier des élèves. Globalement, 82 % des établissements ont été en lien avec eux, ce qui signifie que le contact

régulier avec un jeune sur cinq a été perdu. La continuité pédagogique a été assurée de manière « variable » et « en fonction des cours », indique l'enquête, qui souligne l'incidence du contexte social et familial dans lequel évoluent les jeunes.

De quoi inciter l'enseignement catholique à réfléchir à la manière de poursuivre certaines de ces expérimentations très riches, tout en cherchant à ne laisser aucun jeune au bord du chemin...

© C. VAN DE WERVE